# Pour le FMI, les mêmes causes ne sont pas suivies des mêmes effets

samedi 19 février 2011, par DUVAL Jérôme (Date de rédaction antérieure : 11 février 2011).

Le FMI dit avoir pour mission « *…de contribuer à un niveau élevé d'emploi et à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté.* » [1]|, or nous vivons tout le contraire : le chômage ne cesse d'augmenter, l'instabilité économique règne et partout où sévit le FMI, la pauvreté atteint des sommets. Le constat est flagrant, le FMI échoue sur toute la ligne, à commencer par les objectifs affichés dans l'article 1 de ses statuts : « Faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les États membres, objectifs premiers de la politique économique. » [2]

Alors décrié par les mouvements sociaux et décrédibilisé par ses histoires de corruption, le FMI connaît un manque de liquidité au déclenchement de l'actuelle crise : ses créances ont fondu, passant de 106,8 milliards de dollars fin 2003 à 15,5 milliards fin 2007 [3]. On aurait alors pu espérer une autocritique de l'institution débouchant sur une nouvelle orientation politique vers plus de régulation. C'est méconnaitre la raison d'être du Fonds qui, incapable de s'écarter de la doctrine néolibérale qui le constitue, est, quoi qu'en dise son directeur général Dominique Strauss Kahn, vouée à la continuité sans véritable changement structurel.

***« Donner plus d'argent au FMI revient à mettre le renard dans le poulailler : il va manger toutes les poules »***

En avril 2009, les Etats occidentaux, pourtant en difficulté, décident de renflouer le FMI par l'entremise du G20 afin d'aider l'institution financière à reprendre son rôle de pompier pyromane momentanément ralentit [4]. Celui-ci voit ses ressources tripler, de 250 à 750 milliards de dollars. Les réactions ne se sont pas fait attendre de la part des mouvements sociaux mais aussi de certains gouvernements progressistes : *« Donner plus d'argent au FMI revient à mettre le renard dans le poulailler : il va manger toutes les poules »*, réagit le président bolivien Evo Morales. De son côté, le président vénézuélien Hugo Chavez, s'offusque : *« …ils ont décidé de renforcer un des plus grands coupables de la crise qui est le FMI, alors qu'il faudrait au contraire mettre la clé sous la porte »* [5].

Confrontés à une crise sans précédent, les gouvernements des pays industrialisés appelaient à réformer le capitalisme, il s'agissait en quelque sorte de le réguler pour lui donner meilleure mine. Que n'avions nous pas entendu alors : *« Les agences de notations ont fait un travail détestable »*, *« Il faut refonder le capitalisme »* scandait le président français Sarkozy en février 2009. Un an plus tard, en janvier 2010, alors qu'on attendait plus de précisions, celui qui s'était octroyé une augmentation de 172 % de son salaire à compter de 2008 [6], martèle : *« La France ne remet pas en cause le marché. Mais un marché sans règles n'est pas un marché. Même si trop de règles tuent le marché. »*. Décidément, la tâche s'avère plutôt difficile…

Quoi qu'il en soit, les réglementations et la régulation du capitalisme sauvage ont été fortement remises en question par les grands banquiers rassemblés au Forum économique de Davos (Suisse) en janvier 2011. James Dimon, le patron de JP Morgan Chase, devant plus de 2.500 patrons et décideurs de la planète avait alors avertit des dangers d'une régulation excessive : *« Trop c'est*

*trop !* » s'était-il enflammé. Quelques jours plus tard, le salaire de Lloyd Blankfein, PDG de Goldman Sachs, triple pour atteindre 2 millions de dollars en 2011. *« trop c'est trop »* ?

## Un G20 de plus en vain ?

Avant les Etats-Unis, c'est à la France qu'échoue la présidence du G20 et G8 en 2011. Hormis la photo de famille qui clôture ces grandes messes diffusée par tous nos médias commerciaux, il est plus difficile de trouver le coût que représente l'évènement pour le contribuable. A titre d'exemple, , selon les estimations fournies par le gouvernement canadien, les précédentes éditions du G8 et du G20 au Canada en 2010 auraient coûté 840 millions d'euros dont 712 millions pour la sécurité [7] C'est dans le cadre de ces grandes rencontres onéreuses que les dirigeants des pays riches vont tenter de réguler un capitalisme à bout de souffle.

Pour ce faire, Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI (1987 - 2000) conseille Nicolas Sarkozy pour le G20 qui doit se dérouler à Cannes en novembre 2011. Rappelons que Monsieur Camdessus est directement impliqué dans les nombreuses crises qui ont éclaté du fait des politiques imposées par le Fonds : Mexique (1994), Thaïlande (1997) puis toute l'Asie du sud est (1997-1998), Russie (1998), Brésil (1999), Turquie (2001)… Largement contesté, il devra d'ailleurs quitter ses fonctions le 14 février 2000, un an avant la fin de son 3e mandat et l'éclatement de la crise en Argentine (2000-2001), pays pourtant considéré comme l'élève modèle du FMI. N'avait-il pas lui-même affirmé « L'Argentine a une histoire à raconter au monde : une histoire sur l'importance de la discipline fiscale, des changements structurels, et une politique monétaire rigoureusement maintenue » [8] ?

Dans un rapport [9] adressé au chef de l'Etat français en janvier 2011, Michel Camdessus estime que la « régulation » devrait être gérée par le FMI et s'appliquer aux Etats, non au marché, celui-ci devant rester libre et sans entraves afin d'encourager la concurrence la plus sauvage possible. Ce rapport préconise notamment de *« renforcer la surveillance du FMI »* sur les *« politiques budgétaire, monétaire et financière des Etats »* membres et de leur imposer des *« normes »* dont tout écart pourrait être sanctionné. En clair, il plaide pour *« une discipline efficace »* et une surveillance accrue du FMI afin d'œuvrer à un ajustement renforcé.

Concocté par un panel de personnalités des plus libérales tel Horst Koehler, ancien directeur général du FMI, ou Paul A. Volcker, ancien président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, le document nous rassure dès la première phrase : *« La crise mondiale, qui s'est propagée à la quasi-totalité des économies développées et a réduit la croissance mondiale au cours de la première décennie de ce nouveau siècle, est en voie d'être maîtrisée. »* Ouf, nous voilà bientôt sortis d'affaire ! Il est vrai que déjà en mai 2008, le directeur général du FMI Dominique Strauss Kahn avait affirmé au sujet du secteur financier : *« les pires nouvelles sont derrière nous »*.

Bien sûr, il faudra attendre pour une remise en question car l'heure n'est pas à l'autocritique : *« Le but de ce rapport n'est pas de faire le procès de tous les facteurs qui ont contribué à la crise, qu'il s'agisse de l'importance relative de politiques économiques erronées, des faiblesses structurelles des institutions financières, des défaillances de la régulation et de la supervision ou des carences des dispositifs monétaires internationaux. »*. Répondant à un autre rapport [10], du bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FMI, Monsieur Strauss Kahn, un demi-million de dollars de salaire annuel, laissera toutefois furtivement apparaître l'incompétence flagrante de l'institution : *« L'incapacité du Fonds à prévenir de la possibilité d'une crise systémique d'une manière suffisamment précoce, pointue et efficace est un fait qui doit nous rendre humble… »*. [11]

Le rapport Camdessus est un énième rapport qui tente une réforme du système pour vivre en pleine

croissance dans un monde sans crise, mais loin de chercher une voie salvatrice et porteuse d'espoir, il se raccroche aux fondamentaux qui mènent les peuples à toujours plus de misère. Ainsi le FMI poursuit son rôle de gendarme d'un marché dérégulé et impose ses sanctions aux pays qui n'abdiquent pas. Encadrer un capitalisme sauvage par des règles de plus en plus strictes du FMI pour toujours plus de libéralisme débridé, voilà l'unique obsession de nos décideurs. Cependant, le coût humain et environnemental d'une telle gestion est devenu si gigantesque, qu'on ne peut esquiver la nécessité de juger les chefs d'orchestre de cette lamentable débâcle, en premier lieu le FMI de Monsieur Strauss-Kahn.

**Jérome Duval**

---

## Notes

[1] Document du FMI en 2004 ou l'institution tente de justifier ses politiques, p.6. http://www.imf.org/external/pubs/ft...

[2] Statuts du FMI, article 1 : http://www.imf.org/external/pubs/ft/aa/fre/aa01.htm

[3] Lire Damien Millet et Eric Toussaint, Quand le FMI entonne un air de pipeau

[4] Rôle qui a acculé les pays du Sud à la misère, lire à ce sujet Damien Millet, Eric Toussaint, 60 questions 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, Syllepse 2008.

[5] « Darle más dinero al FMI es como poner al lobo a cuidar las ovejas : se las va a comer », a manifesté le président bolivien. D'autre part, Hugo Chávez, président du Venezuela, réagit vivement : « Decidieron aplicar la misma medicina que está matando al paciente : un billón de dólares, más dinero para un hueco sin fondo ; pero no sólo eso, sino que decidieron fortalecer a uno de los grandes culpable de la crisis que es el FMI, que por el contrario habría que cerrarlo ». BBC, 3 avril 2009. http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/business/newsid_7981000/7981306.stm

[6] Selon les chiffres transmis en novembre 2007 au journal Le Monde par Roger Karoutchi, le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, l'indemnité mensuelle nette du président de la République est passée de 7 084 euros à 19 331 euros en 2008, soit une augmentation de 172 %, et non de 140 % comme il avait été écrit auparavant.

[7] Avis sur le projet de loi de finances pour 2011 (n° 2824), Assemblée Nationale, 2011. Action de la France en Europe et dans le monde, Français à l'étranger et affaires consulaires, Présidence française du G20 et du G8, par M^me^ Geneviève COLOT, Députée, http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2011/a2861-ti.asp

[8] M. Michel Camdessus au siège du FMI, 1^er^ octobre 1998. Lire Martine Bulard, Du FMI au Vatican, l'expert qui se trompe toujours : M. Michel Camdessus

[9] Rapport Camdessus, intitulé : La réforme du système monétaire international : Une approche coopérative pour le vingt-et-unième siècle, 18 janvier 2011.

[10] Rapport du bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FMI, intitulé « Performance du FMI

dans la période menant à la crise financière et économique : la surveillance du FMI de 2004 à 2007 ».

[11] D. Strauss-Kahn admet l'échec du FMI dans ses prévisions avant la crise, 9 février 2011 http://www.rtbf.be/info/article/detail?id=5591873&cat=ECONOMIE